
Rwanda : 31 ans après, la leçon des génocides

Le 7 avril 1994, débutait au Rwanda le génocide des Tutsis. En 3 mois, près de un million de personnes, hommes, femmes, enfants, sont massacrés avec une barbarie inouïe, pour le seul fait d'être identifiés comme Tutsis. Le massacre frappe aussi des Hutus qui refusaient d'y participer. En 2023, L'UNESCO a instauré la Journée internationale de réflexion sur le génocide des Tutsis.

Ce génocide, accompli par les ex-Forces Armées (FAR) et les milices dites Interahamwe était hélas préparé et prévisible. L'extermination avait bel et bien été programmée de longue date. Des tueries, en 1990 à 1993, sont considérées comme des "répétitions générales ». Deux mois avant le début du génocide, le journal « la Médaille » écrivait : "la race tutsi pourrait être éliminée ". Dans la nuit du 6 au 7 avril 1994, Radio Mille Collines multipliait les appels au massacre : " il reste de la place dans les tombes, qui va nous aider à les remplir ? Exterminez tous les cafards".

Le pouvoir en place a reçu de manière continue et appuyée le soutien du gouvernement français, tant au plan politique, militaire que financier avant, pendant et même après le début du génocide. La complicité de la France avec le régime qui a conçu ce génocide ne fait plus aucun doute. Non plus que son rôle, ensuite, dans la protection des génocidaires.

Dès avril 1994, le MRAP se mobilise et met en place un collectif « contre toute forme d'ingérence et pour le soutien au peuple rwandais ». En septembre il organise un concert qui permettra de financer un orphelinat pouvant prendre en charge 500 enfants, tutsis et hutus.

Il est important de comprendre le mécanisme qui permet que des populations qui ont longuement vécu ensemble développent aussi vite une haine capable d'engendrer de telles horreurs. De comprendre aussi le rôle des anciennes puissances coloniales, la Belgique et la France, qui ont pu, dans un aveuglement et une complicité criminels, refuser de prévenir ces événements préparés ouvertement par des dirigeants locaux

Le MRAP salue les efforts remarquables de la population rwandaise pour trouver le chemin d'une réconciliation, si difficile à imaginer après un tel traumatisme. Trente et un ans après, la vérité et la justice doivent continuer à progresser.

Le devoir de vérité et de justice est toujours aussi nécessaire, surtout dans une période où d'autres tentations ou débuts de génocides continuent à hanter le monde.